

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Reconstructeurs à tout prix (*Varine*). — Un discours de *Lenine* au Congrès de Moscou. — *Le Populaire* contre la 3^e Internationale (*Varine*).

Chronique Internationale (Italie). — La Jeunesse Communiste en Russie (*Ryzkine*). — Documents divers.

Reconstructeurs à tout prix

Pressemanc annonce, dans l'*Humanité*, que « ses amis et lui seront irréductiblement contre » l'adhésion à l'Internationale Communiste. Nous n'attendions pas moins de ces réformistes. Ce qui eût été singulier, c'est leur ralliement à une organisation politique dont la doctrine, le programme, l'action, sont révolutionnaires, c'est-à-dire foncièrement opposés à la doctrine, au programme, à l'action, de Pressemanc et de ses amis.

Successivement, Paul Faure, Longuet, Verfeuil, Sixte-Quenin, Frot, Le Troquer, se sont déclarés, et ont pris position nette contre l'Internationale Communiste. Nous nous félicitons de voir se dissiper les équivoques. Non pas que ces derniers jours nous aient appris grand-chose, car depuis la fondation du « Comité de Reconstruction », nous étions instruits des véritables préoccupations de ses dirigeants roublards, et notre propagande visait à convaincre la masse des militants trompés et non leurs chefs. Mais grâce aux conditions d'admission posées par l'Internationale Communiste, les chefs sont aujourd'hui contraints de se démasquer, et cette masse saura mieux désormais s'orienter. La roublardise des reconstructeurs n'aura servi qu'à retarder de quelques mois l'adhésion inéluctable du Parti français à la 3^e Internationale.

Le *Populaire* fait beaucoup de bruit pour impressionner son public et lui donner l'illu-

sion d'une sérieuse opposition à la transformation du Parti en organisation révolutionnaire de combat. Mais son tapage ne remédie pas à l'insuffisance d'arguments des reconstructeurs à tout prix. Et, le bruit apaisé, les lecteurs les moins avertis se rendent compte de la valeur des procédés de bluff et de tromperie employés par la rédaction du *Populaire* pour combattre l'adhésion à l'Internationale Communiste.

Cette rédaction s'est enrichie d'une unité de marque, le citoyen Caussy, qui trouva fâcheusement à Berlin l'occasion de se discréditer une fois pour toutes, par sa collusion avec les Noskistes, et qui s'illustre particulièrement aujourd'hui dans le tintamarre du *Populaire*. Là encore, nous trouvons matière à nous réjouir, car les moyens de propagande qu'il emploie, et dont nous allons signaler quelques-uns, indiquent clairement que nos adversaires sont à bout de leur rouleau de dialectique.

Caussy et ses collègues du même journal, escomptent passionnément une défaite de la gauche du Parti Indépendant allemand au prochain Congrès, avec l'espoir d'en tirer un argument « décisif » pour leur propre campagne anticommuniste. Admirons, en passant, la force de cette logique : « La fraction Kautsky-Hilferding triomphe, donc, imitons-la ». Un raisonnement si misérable ne mérite pas d'être discuté : quelque issue que trouve la lutte engagée dans l'U. S. P. allemand, nous agirons,

quant à nous, suivant nos convictions et notre conscience, mais en attendant, rien ne prouve que la fraction de gauche Daumig-Stöcker soit inférieure en nombre et en force à la fraction adverse. Caussy s'acharne cependant à le démontrer, et voici comment il s'y prend :

1° Il produit des citations de journaux locaux de l'U. S. P. hostiles en majorité à l'Internationale Communiste. Ce qui ne démontre rien. On pourrait se livrer en France à une démonstration parallèle en citant nos feuilles de province, en majorité comme en Allemagne aux mains des réformistes, et dont l'esprit ne correspond nullement à l'esprit des masses. Et pourtant, l'adhésion de la majorité du Parti français à l'Internationale Communiste est une certitude.

2° Il annonce fébrilement que telle ou telle section a voté contre l'adhésion, sans indiquer l'importance numérique du groupe. Ce qui ne démontre rien. Les sections de Gross-Berlin, favorables à l'adhésion ont des effectifs dix fois plus importants que telle section hostile.

3° Il annonce joyeusement qu'au congrès saxon, la majorité s'est prononcée contre l'adhésion. Ce qui ne démontre rien. Il oublie de dire que ce congrès n'était pas réuni en vue de décider définitivement du vote de la Saxe, et que les sections saxonnes n'ont pas encore délibéré de l'adhésion.

4° Il cite l'opinion de la *Leipziger Volkzeitung*, en annonçant — grossière malice ! — que ce journal fut dirigé par Rosa Luxembourg. Ce qui ne démontre rien. Il y a longtemps, hélas, que Rosa Luxembourg ne dirige plus la *Leipziger Volkzeitung*. Cette *zeitung* correspond exactement à notre *Populaire du Centre*, par son attitude pendant et après la guerre. Elle est depuis la révolution à la droite du Parti, elle y reste, et rien n'est changé.

5° Il se complait à citer la thèse favorite d'Hilferding, variations sur ce thème : « Les communistes veulent provoquer une nouvelle guerre entre la France et l'Allemagne. » Ce qui est tout bonnement ignoble. Spéculer sur le dégoût de la guerre impérialiste et attribuer aux communistes allemands la volonté de la recommencer est une infamie de la part d'Hilferding. Alimenter le chauvinisme français en accreditant en France cette légende est une autre infamie de la part de Caussy.

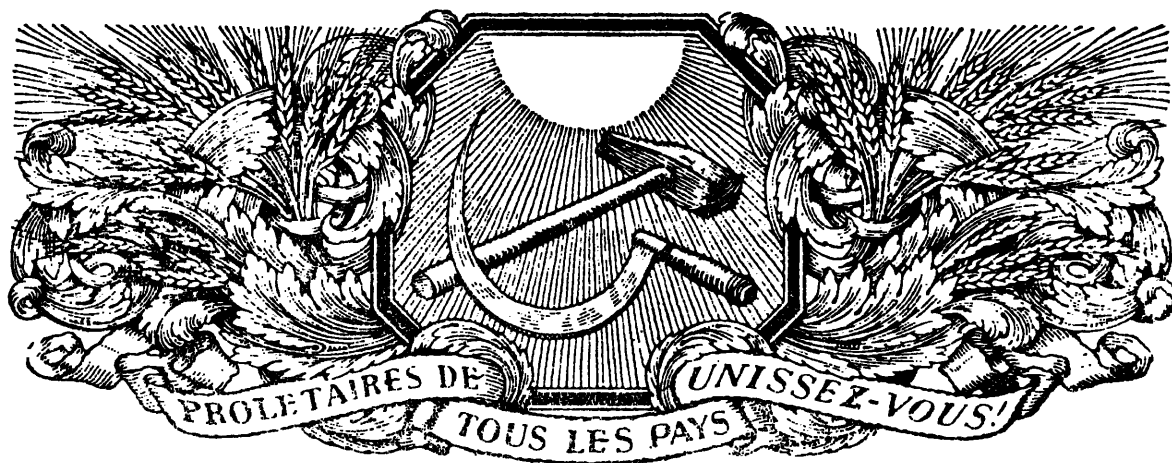
Tels sont les moyens désespérés auxquels doivent recourir ces malheureux dans leur résistance au courant communiste. Il y a de quoi être rassuré. Tant que nos adversaires useront

de telles armes, notre tâche sera relativement aisée.

Les reconstruc-teurs ne se donnent même plus la peine d'expliquer comment ils envisagent leur entreprise de reconstruction, alors qu'artisans et matériaux leur échappent. Ils laissent libre cours à leur aversion envers l'Internationale Communiste, qui trouble leur digestion. Avant le Congrès de Strasbourg, ils étaient obligés de dissimuler ou de déguiser leurs véritables sentiments, et tenaient un langage différent suivant le milieu où ils parlaient. A la droite, ils disaient : « Nous voulons une Internationale unique, rassemblant tous les partis socialistes du monde ». Au centre, ils disaient : « Ni 2°, ni 3° Internationale, mais une nouvelle Internationale, que nous construirons, avec tous ceux qui répudient le ministérialisme ». A la gauche, ils disaient : « Nous reconstruirons l'Internationale, naturellement autour de la 3° ». C'est ainsi qu'ils constituèrent une majorité de bric et de broc. Mais ces maîtres-fourbes ont épuisé leur sac d'expédients, et il ne leur est plus possible de ruser. Nous assistons donc aux premières manifestations franches de leur haine du communisme. Et ce n'est qu'un commencement. Gageons qu'avant deux mois ils nous jeteront à la figure la socialisation des femmes.

Cela ne sera pas pour nous émouvoir. Ces démonstrations d'impuissance rageuse sont autant d'hommages rendus à l'Internationale Communiste, et décuplent sa propagande victorieuse. Elles confirment notre certitude de voir, à la fin de l'année 1920, l'Internationale Communiste grouper la quasi totalité des forces ouvrières révolutionnaires du monde. Après l'adhésion de la majorité du Parti français, c'en sera fini du centrisme international, c'est-à-dire de la « reconstruction ». La scission dans les partis gangrenés de réformisme ne se fera plus longtemps attendre. Et nos social-réformistes de tous les pays seront condamnés à s'agréger à l'Internationale Jaune de Noske ou à disparaître politiquement. La lutte se poursuivra en pleine clarté entre la 3° Internationale, au service du prolétariat, et la 2° Internationale, au service de la bourgeoisie. Aveugles, les reconstruc-teurs à tout prix qui espèrent remonter le cours historique des événements, sans comprendre que le combat décisif est engagé entre la vieille société qui ne veut pas mourir et la société nouvelle naissante qui veut vivre.

VARNE.



Un Discours de Lénine au Congrès de Moscou

Camarades,

Les thèses sur les tâches fondamentales de l'Internationale Communiste ont été publiées dans toutes les langues. Elles ne contiennent rien de neuf pour nos camarades russes, car elles comportent différents éléments de notre expérience révolutionnaire adaptés à un certain nombre de pays occidentaux. Pour cette raison, et bien que je ne puisse encore en faire qu'une brève esquisse, je m'attacherai à développer plus longuement la première partie de mon thème, la situation internationale.

Les bases de la situation internationale telle qu'elle se présente aujourd'hui, sont fournies par les rapports économiques de l'impérialisme. Cette dernière et supérieure phase du capitalisme s'est entièrement et clairement affirmée au cours de tout le XX^e siècle. Vous savez tous, naturellement, que les traits les plus importants et les plus caractéristiques de l'impérialisme résident en ceci, que le capitalisme a atteint un développement extraordinaire. Un monopole d'envergure formidable a remplacé la libre concurrence. Souvent, un petit nombre de capitalistes purent concentrer entre leurs mains des branches d'industrie tout entières. Celles-ci passent sous la domination d'unions, cartels, syndicats, trusts, qui revêtent souvent un caractère international. Ainsi, grâce aux nécessités financières et souvent aussi aux nécessités de la production, des industries du monde entier ont été monopolisées. Sur ce terrain se développa la domination inconnue jusqu'ici de quelques gros banquiers, rois de la finance, qui transformèrent les plus libres des républiques en monarchies financières.

Cette domination d'un petit nombre de capitalistes a atteint son plein développement quand toute la terre — non seulement les sources de matières premières et les moyens de production, mais également les colonies — fut partagée entre les grands capitalistes. Il y a 40 ans, le chiffre des populations coloniales de six puissances capitalistes s'élevait à 250 millions d'âmes. Avant la guerre de 1914, il était monté à 600 millions, et si l'on compte des pays comme la Perse, la Tur-

quie et la Chine, qui se trouvaient alors déjà à l'état de demi-colonies, on obtient un chiffre rond de un milliard de population opprimée, par la dépendance coloniale, sous le joug des plus riches, des plus civilisés et des plus libres pays du monde. Vous savez qu'en dehors de la dépendance administrative directe, la colonisation revêt encore des formes de dépendances économiques et financières, et qu'elle détermina une série de guerres qui ne furent pas considérées comme des guerres, parce que, souvent, elles n'étaient qu'un simple meurtre commis sur des indigènes sans armes et sans appui, par des troupes impérialistes de l'Europe et de l'Amérique.

Ce partage de la terre, cette domination du monopole capitaliste, cette toute puissance d'un petit nombre de gros banquiers — deux, trois, quatre, cinq dans chaque État — devaient infailliblement provoquer la première guerre impérialiste. Dans cette guerre, il s'agissait d'un nouveau partage de la terre. La guerre devait décider quel serait le groupe — anglais ou allemand — de grandes puissances qui obtiendrait le droit et le pouvoir d'exploiter la terre et de la piller. Vous savez que la guerre a résolu cette question au profit du groupe anglais. Et elle a eu pour résultat d'aiguiser les oppositions du capitalisme. Une population d'un quart de milliard d'êtres humains environ, a été mise dans une situation qui approche celle des populations coloniales — comme par exemple en Russie, peuplée de 130 millions, en Autriche-Hongrie, Allemagne, Bulgarie, qui ne comptent pas moins de 120 millions d'habitants au total. Un quart de milliard d'hommes, en des pays qui, en partie comme l'Allemagne, comptent parmi les plus avancés et les plus cultivés, et possèdent au point de vue technique les plus récents progrès. La paix de Versailles a imposé à des peuples qui se développaient, des conditions qui les placent sous une dépendance coloniale, qui leur infligent la misère, la destruction et l'injustice — car le traité les a liés pour plusieurs générations et les a placés dans des conditions qu'aucun pays civilisé n'a jamais subies jusqu'ici. Après cette guerre, un milliard et quart d'hommes vivent

sous une domination coloniale et doivent se laisser exploiter par le capitalisme qui affiche toujours son amour de la paix qu'il avait peut-être quelque droit de vanter il y a 50 ans, avant que la terre ne fut colonisée, avant le règne du monopole, quand le capitalisme vivait encore relativement en paix sans que puissent se développer de grands conflits militaires.

Aujourd'hui, nous avons affaire à une oppression bien plus forte encore, nous en sommes retournés à un joug colonial et militaire plus terrible que ce qui fut jamais.

Le traité de Versailles a mis l'Allemagne et une série d'autres états dans une situation qui leur rend la vie économique matériellement impossible.

Quelles sont les nations qui en ont profité ? Pour répondre à cette question, nous devons nous représenter que la population des Etats-Unis d'Amérique, seul belligérant ayant bénéficié de la guerre, (ils ont non seulement éteint leurs lourdes dettes d'avant-guerre, mais ils sont devenus les créanciers du monde) s'élève à 100 millions. La population du Japon, qui a énormément gagné, en restant éloignée du conflit européen-américain, et en s'emparant d'une grande partie du continent asiatique, s'élève à 50 millions. L'Angleterre qui, après ce pays, a retiré le plus de bénéfices, compte 50 millions d'habitants. Si l'on y ajoute les Etats neutres à population restreinte qui se sont enrichis par la guerre, nous arrivons au chiffre approximatif de un quart de milliard.

Voilà, dans ses grandes lignes, l'image du monde après la guerre impérialiste. Un milliard et quart d'hommes dans les pays éprouvés par la guerre. Placés aujourd'hui sous dépendance économique de l'Amérique, ils furent pendant la guerre sous une dépendance militaire, car la guerre s'est étendue au monde entier et n'a permis à aucun Etat de garder une véritable neutralité. Et d'un autre côté, nous n'avons pas plus d'un quart de milliard de population dans les pays, où, naturellement, ce furent les maîtres, les capitalistes, qui bénéficièrent du partage du monde. La population totale du monde s'élève à un milliard trois quarts. Je rappelle cette image du monde, parce que les contradictions fondamentales du capitalisme, de l'impérialisme, qui conduisent à la révolution ; parce que les contradictions fondamentales au sein du mouvement ouvrier, qui ont conduit au combat le plus acharné contre la 2^e Internationale ; parce que tout cela est lié à la division de la population terrestre.

Naturellement, ces chiffres n'illustrent que d'une façon grossière l'image réelle du monde. Il va de soi, camarades, que cette répartition de la population du monde a permis au capital financier d'accroître considérablement son exploitation. Non seulement les peuples coloniaux vaincus ont été soumis, mais encore, à l'intérieur de chacun de ces pays, des contradictions vives se sont développées, toutes les contradictions capitalistes se sont aiguës. Je veux le démontrer par un exemple :

Considérons les dettes publiques. Nous savons que de 1914 à 1920 les dettes des grands Etats européens ont augmenté de sept fois leur chiffre. J'ai recours à une source économique particulièrement importante : Keynes, diplomate anglais, auteur du livre : « Les conséquences économiques de la Paix », ayant pris part pour son gouvernement à la conférence de Versailles qu'il put ainsi observer de très près — du point de vue bourgeois. Il a étudié à fond ces questions, en tant qu'économiste, et il arrive à des conclusions plus fortes, plus claires et plus convaincantes que toutes les conclusions des critiques communistes ou révolutionnaires, car elles émanent d'un bour-

geois convaincu, adversaire décidé du bolchevisme dont il trace une image petite-bourgeoise entièrement défigurée. Keynes est arrivé à cette conclusion que l'Europe et le monde entier sont précipités à la banqueroute par la paix de Versailles. Keynes a démissionné, il a lancé son livre à la face de son gouvernement en lui disant : « Ce que vous faites, c'est de la folie ! »

Je vais vous donner ces chiffres.

Quels sont les rapports de créances entre les grandes puissances ? Je compte la Livre Sterling en roubles d'or, et au prix d'une £ pour 10 roubles d'or.

Le tableau est le suivant : Etats-Unis possèdent un actif de 19 milliards et pas de passif. Avant la guerre, ils étaient débiteurs de l'Europe. Au dernier congrès du K. P. D. le 14 avril 1920, le camarade Lévi a fort justement fait ressortir qu'aujourd'hui, deux puissances seulement sont restées indépendantes : l'Angleterre et l'Amérique. Celle-ci, de débitrice est devenue créancière. Toutes les autres puissances du monde sont chargées de dettes. L'Angleterre, dont l'actif de 17 milliards balance un passif de 8 milliards, est déjà à demi dans la situation d'un endetté. Dans cet actif sont compris 6 milliards dus par l'ancien gouvernement russe, ainsi que la valeur des munitions et armements fournis pendant la guerre. Récemment, lorsque Krassine, comme délégué du gouvernement des Soviets, parla avec Lloyd George au sujet de ces dettes, il exposa au politicien, au chef du gouvernement de Grande-Bretagne, qu'il était dans l'erreur s'il comptait recouvrer ses créances. Le diplomate Keynes avait déjà découvert, auparavant, cette erreur.

Il ne s'agit évidemment pas uniquement de cela, pas plus que du refus de payer du gouvernement révolutionnaire. Aucun gouvernement ne pourrait les payer, car ces dettes usuraires comptent ce qui a déjà été vingt fois réglé. Le même bourgeois Keynes, qui n'envisage avec aucune sympathie la révolution russe, déclare que « naturellement, on ne peut pas compter sur ces créances ».

Pour la France, Keynes présente les chiffres suivants : un actif de 3,5 milliards, un passif de 10,5 milliards (1). Telle est la situation d'un pays dont « l'épargne » était autrefois si grande que les Français eux-mêmes se disaient les banquiers du monde. Le brigandage colonial et financier qui apporta un capital colossal à la France, lui permit de prêter, particulièrement à la Russie, des milliards et des milliards. Ces avances étaient d'un grand avantage pour la France, et malgré sa victoire la France est devenue débitrice.

D'après une source bourgeoise américaine rapportée par le communiste Braun dans son livre : *Qui paiera les dettes de guerre* (Leipzig, 1920), les dettes de chaque pays exprimées en % de la fortune nationale, se répartissent comme suit : dans les pays victorieux comme l'Angleterre et la France, les dettes dépassent de 50 % la fortune du pays, en Italie de 60 à 70 %, en Russie d'environ 90 %, mais vous savez qu'en ce qui nous concerne, ces dettes ne nous troublent pas, car nous avons suivi le conseil de Keynes, nous les avons simplement annulées. (*Applaudissements.*)

En donnant ce conseil, Keynes n'échappe cependant pas au caractère bourgeois habituel. Il conseille d'annuler les dettes et ajoute que la France ne peut qu'y gagner et l'Angleterre ne peut guère y perdre, car on ne peut pas tirer grand chose de la Russie. L'Amérique y fera une grande perte, mais Keynes compte sur la « noblesse » de cette nation. Ici, nous nous séparons de Keynes et des

(1) Tous ces chiffres représentent des milliards livres sterling.

autres pacifistes bourgeois. Nous pensons qu'en amulant des obligations, il faut envisager tout autre chose et travailler dans un tout autre sens qu'en se basant sur la générosité de MM. les capitalistes.

Ces quelques lignes montrent jusqu'à l'évidence que les pays vainqueurs ont été mis également par la guerre impérialiste dans une situation impossible. Un autre fait qui le prouve c'est que le gain n'atteint pas la hausse des prix. Le « Conseil Suprême Economique », qui représente une institution chargée de protéger l'ordre bourgeois du monde entier contre l'ascension de la Révolution, a émis, le 8 mars dernier, une résolution qui se terminait par un appel à l'ordre et au travail, sous la condition, naturellement, que les travailleurs restent les esclaves du capital. Ce Conseil Suprême Economique, qui est l'organe de l'Entente, expose les données suivantes :

Aux Etats-Unis, le prix des vivres s'est accru d'environ 120 %, les salaires ouvriers de 100 % seulement. En Angleterre, l'accroissement des prix est de 170 %, celui des salaires 130 % ; en France, 300 % pour les vivres, 200 % pour les salaires ; au Japon, 130 % pour les vivres, 60 % pour les salaires. Je rapproche ici les chiffres du camarade Braun de ceux du Conseil Suprême parus dans le *Times* du 10 mars 1920.

Il est clair qu'une telle situation rend inévitable la révolte des travailleurs, l'extension des idées révolutionnaires, l'accroissement des grèves élémentaires de masses. Car la vie des travailleurs devient insupportable. Ils se convainquent par la pratique que la guerre a enrichi les capitalistes et que ceux-ci veulent en faire retomber tout le poids sur les épaules des travailleurs. On nous a récemment télégraphié qu l'Amérique allait encore déporter chez nous 500 communistes pour se débarrasser de ces dangereux agitateurs. Les Etats-Unis peuvent déporter 50.000 agitateurs russes, japonais, français, cela ne changera rien, car le déséquilibre entre le prix de la vie et les salaires, contre lequel ils ne peuvent rien, persistera. Ils ne pourront rien changer à cela, car pour eux la propriété privée est sacrée et ils ne voudront pas y toucher — car il ne faut pas oublier que, seule, la Russie a détruit la propriété privée. Si les capitalistes ne peuvent remédier à ce déséquilibre, les ouvriers ne peuvent pas vivre dans de telles conditions. C'est un mal contre lequel les vieux remèdes sont impuissants. Ni les grèves partielles, ni la lutte parlementaire, ni la voie électorale ne peuvent rien donner. Car la propriété privée est sacrée, les capitalistes ont accumulé tant de destructions et de dettes, le monde entier est mis en esclavage par une poignée d'hommes et les conditions de vie du travailleur deviennent de moins en moins supportables. Il n'y a plus qu'une seule issue : *supprimer la propriété privée des exploités.*

Le camarade Lalinski, dans sa brochure : *L'Angleterre et la Révolution Mondiale*, a publié, en février 1920, des extraits de notre bulletin d'informations du commissariat des Affaires Etrangères, d'où il ressort que le prix d'exportation du charbon en Angleterre s'est élevé au double du prix déterminé par les sphères officielles de l'industrie.

Dans le Lancashire, on est allé si loin que la valeur des actions s'est élevée de 400 %. Les banques avouent un revenu minimum de 40 à 50 %, mais il ne faut pas oublier ici que, lors de la détermination des revenus, les banquiers en comptabilisent d'une façon occulte la part du lion, qui doit être cachée sous forme de gratifications, tantièmes, etc... Ici encore, les réalités économiques, qui ne peuvent pas être contestées, prouvent que la

richesse d'un petit nombre d'individus s'est accrue sans cesse ; le luxe dépasse toute limite, et, en même temps, la misère de la classe ouvrière s'accroît de plus en plus. Un autre fait particulièrement remarquable et que le camarade Lévi, dans son discours cité plus haut, met vivement en lumière, c'est la variation de la valeur de l'argent. Par suite des dettes, du papier-monnaie, etc., l'argent est partout déprécié. La même source que j'ai citée tantôt, la publication du Conseil Suprême Economique, nous apprend que l'argent anglais a baissé d'un tiers par rapport au dollar, le français de moitié, l'italien de deux tiers et l'allemand jusqu'à 96 %.

Cela prouve que le mécanisme de l'économie capitaliste s'écroule complètement. Les rapports commerciaux sur lesquels, en régime capitaliste, reposent l'achat des matières premières et la fourniture des marchandises, ne peuvent plus être rétablis. Ils ne peuvent pas être rétablis par l'asservissement à un seul de toute une série de pays, car l'argent a changé de valeur. Un pays riche unique ne peut pas exister, et il ne peut pas trafiquer ne pouvant pas vendre ses marchandises ni obtenir de matières premières.

C'est ainsi que l'Amérique, ce pays incroyablement riche qui s'est soumis tous les autres, ne peut plus acheter ni vendre. Le même Keynes, qui a disséqué le traité de Versailles, est forcé de reconnaître cette impossibilité, malgré sa ferme résolution de défendre le capitalisme, malgré sa haine du bolchevisme. J'ajouterai en passant qu'aucun appel communiste, ou toutefois révolutionnaire, ne peut atteindre en force les pages du livre où Keynes présente Wilson et le wilsonisme. Wilson était le dieu des petits-bourgeois et des pacifistes, comme Keynes ou les héros de la 2^e Internationale, même de l'Internationale « deuxième et demi », pour qui les 14 points étaient sacrés et qui pondirent des livres érudits sur les racines de la politique wilsonienne — dans l'espoir que Wilson sauverait la société, réconcilierait exploités et exploités et réaliserait les réformes sociales. Keynes montre comment Wilson est finalement resté la dupe, et comment ses illusions ont été anéanties au premier contact de la politique concrète et mercantile du capital, représenté par Clemenceau et par Lloyd George. Les masses ouvrières s'instruisent maintenant par l'expérience de leur vie. Le livre de Keynes pourrait prouver aux pédants érudits que les « racines » de la politique wilsonienne ne sont que des phrases petites-bourgeoises méconnaissant entièrement la lutte des classes.

Nous pouvons lire de ces faits deux conséquences importantes et fondamentales : d'une part, la misère et l'appauvrissement des masses qui frappent 70 % de toute l'humanité (soit 1.250 millions d'hommes) se sont accrues d'une façon inouïe. C'est là la population, sans droits aucuns, des pays coloniaux sur lesquels les brigands de la finance ont obtenu un « mandat ». L'asservissement des vaincus a encore été accentué par la paix de Versailles. Les traités secrets relatifs à la Russie n'ont pas plus de valeur que les papiers sur lesquels sont inscrits nos milliards de dettes. Nous assistons à la première chute, dans l'histoire du monde, de la politique légale de l'exploitation et de l'assujettissement de 1,25 milliard d'hommes.

D'autre part, même dans les pays créanciers, la situation de la classe ouvrière devient intenable. La guerre a rendu plus âpres encore les oppositions au sein de la société capitaliste. Elles sont cause de l'effervescence révolutionnaire qui s'étend toujours. Pendant la guerre, la discipline militaire, qui régnait partout, empêchait les hommes d'éle-

ver la voix, ils avaient à se faire tuer sous le canon ennemi, sinon, les peines militaires les frappaient. Les conditions de la guerre empêchaient de considérer la réalité du point de vue économique. Publicistes, poètes, ecclésiastiques, journalistes : tous glorifiaient la guerre. Maintenant que la guerre est finie, les révélations ont commencé. L'impérialisme allemand et la paix de Brest ont été démasqués. De même, la paix de Versailles, qui devait symboliser la victoire impérialiste et qui échoua si lamentablement. L'exemple de Keynes montre notamment comment des dizaines, des centaines, des milliers d'hommes, petits bourgeois ou intellectuels, d'Amérique ou d'Europe, étaient appelés à s'engager dans la voie choisie par l'auteur anglais, qui abandonna le service de son gouvernement et lui jeta à la face son livre accusateur. Keynes a montré ce qui se passe — et ce qui se passera encore — dans les consciences de plusieurs milliers d'hommes, quand ils auront compris que tous les discours à propos de la « lutte pour la liberté », etc., n'étaient que du bluff ; que, seul, un petit groupe de gens s'enrichissaient tandis que tous les autres furent plongés dans la plus lamentable des indigences. Keynes dit que, si les Anglais veulent sauver leur existence économique, ils doivent s'efforcer à ce que les relations commerciales entre l'Allemagne et la Russie soient reprises. Comment le pourra-t-on ? Keynes propose d'annuler les dettes. Cette idée ne lui appartient pas exclusivement. C'est aussi l'opinion de millions d'hommes. L'économiste bourgeois sait que c'est le seul moyen de sortir des difficultés actuelles. Ainsi : « Honte aux Bolcheviks ! » (qui annulèrent les dettes) ; adressons-nous à la « magnanime Amérique » ! Les économistes qui font de l'agitation en faveur du Bolchevisme mériteraient, me semble-t-il, de recevoir une adresse de remerciements au nom du Congrès de l'Internationale Communiste.

La situation économique, qui devient de jour en jour plus insupportable aux masses, le délabrement qui empire constamment, même dans les pays « vainqueurs » (ainsi que le décrit Keynes), sont autant de conditions préliminaires à la révolution mondiale.

Ceci nous donne une image plus complète du monde. Nous savons la haute signification de l'esclavage de 1.250 millions d'hommes, vivant dans des conditions impossibles. Quand les peuples reçurent en présent le traité de la Ligue des Nations, en raison duquel la Ligue déclare qu'il n'y aura — dorénavant — plus de guerres, et qu'il ne sera plus permis, à personne, de mettre en péril la paix, quand ce traité, dernier espoir des masses laborieuses du monde entier, entra en vigueur, il nous apparut comme une grande victoire. Avant qu'il parût, il nous semblait impossible que l'on ne mit un pays comme l'Allemagne dans des conditions particulières. La publication ne pouvait être que favorable. Bien au contraire, jusqu'aux plus acharnés adversaires du Bolchevisme furent forcés à le refuser.

Il s'avéra que les « quatre » (Clemenceau, Lloyd George, Orlando, Wilson) avaient été chargés par les pays riches de créer de nouveaux rapports. Mais lorsqu'on s'essaya à mettre en œuvre le mécanisme du traité, on échoua. C'est ce que nous montrent les guerres entreprises contre la Russie. D'une part, la Russie arriérée, exsangue, détruite, désorganisée ; de l'autre, tous les Etats, l'alliance de toutes les nations les plus riches, les plus puissantes. Et, malgré tout, la Russie resta victorieuse. Nous n'étions pas en état de lui opposer une force égale à la leur. Cela ne nous empêcha pas de l'emporter. Pourquoi ? Parce que les adversaires de la Russie étaient désunis. La France désirait une Rus-

sie qui payerait ses dettes et resterait militairement puissante, surtout vis-à-vis de l'Allemagne. La Grande-Bretagne voulait morceler la Russie. Elle essaya d'accaparer le naphte de Bakou et de négocier des traités avec les pays limitrophes de la Russie ouvrière. Les documents officiels anglais contiennent la liste des Etats — ils étaient 14 — qui s'engagèrent, il y a 6 mois, en décembre 1919, à conquérir Moscou et Petrograd. C'est sur ces Etats que fut basée la politique anglaise. Ils reçurent de nombreux et riches crédits. Toute cette politique s'est effondrée. Voilà la situation créée par la Ligue des Nations. L'existence du traité de Versailles est la meilleure propagande en faveur du Bolchevisme. Les puissants parmi les adhérents de l'« ordre » capitaliste montrent que chacun de leurs pas crée un piège nouveau pour eux-mêmes. Une lutte terrible a surgi entre le Japon, l'Angleterre, l'Amérique et la France à propos du partage de la Turquie, de la Perse, de la Mésopotamie, de la Chine. La presse bourgeoise de chacun de ces pays pillards attaque les autres.

Nous assistons à une décadence totale dans ces quelques pays riches. Les 1.250 millions d'hommes ne peuvent se soumettre à mener l'existence que voudrait leur imposer le capitalisme « progressif » et civilisé. Les plus riches parmi les puissances, l'Angleterre, l'Amérique et le Japon, qui pillèrent les pays asiatiques, sont impuissantes à mettre sur pied seules une force autonome financière et militaire suffisante, sans l'aide de quelque autre pays. Elles sont incapables de régler les rapports économiques. Par ailleurs, les politiques des divers membres de la Ligue des Nations s'opposent les uns aux autres. De là résulte la crise mondiale. Les causes économiques de cette crise interviennent aussi dans les brillants succès de l'Internationale Communiste.

Camarades, nous voici arrivés au problème de la crise révolutionnaire, base de notre action révolutionnaire. Ici, nous constatons deux fautes extrêmement répandues. Certains économistes présentent cette crise comme un simple « trouble ». Certains communistes, par contre, la présentent comme absolument sans issue pour la bourgeoisie.

C'est une erreur. Il n'existe pas de situations absolument sans issue. Il est exact que la bourgeoisie se conduit comme quelqu'un qui perd la tête ; elle ne commet que des gaffes ; elle rend plus aiguë la situation, elle accélère la venue de sa perte. Mais il est « indémontrable » que toute possibilité soit exclue qui permettrait aux bourgeois d'apaiser, au moyen de certaines concessions, certaines parties de la masse des exploités, tandis qu'ils anéantiraient le mouvement ou la révolte de certains autres groupes parmi les esclaves et les exploités. Vouloir « prouver » l'absolue absence de toute sortie, serait une œuvre de pédant ou un simple jeu de concepts et de mots. Seule, la pratique donnera la réponse à cette question-ci, comme à tant d'autres. La société bourgeoise, dans son entier, traverse actuellement une crise révolutionnaire. Par leur activité, les partis révolutionnaires devront « prouver » qu'ils sont suffisamment conscients, organisés et décidés, qu'ils sont en contact suffisamment étroit et intime avec les larges masses d'exploités, — ce qui doit leur permettre de transformer la crise en une révolution prolétarienne fructueuse et victorieuse.

Le but de ce Congrès de l'Internationale Communiste est de préparer ces « preuves ».

Nous trouvons un exemple de l'opportunisme et du manque de véritable préparation révolutionnaire qui règnent encore dans les partis qui désirent adhérer à la 3^e Internationale, dans le livre de R. Macdonald, leader de l'*Independent Labour*

Party, intitulé : *Le Parlement et la Révolution*. Ce livre traite des problèmes qui nous occupent actuellement. L'auteur y dépeint la situation, à peu près comme font les pacifistes bourgeois. Il reconnaît l'imminence de la crise révolutionnaire. Il reconnaît que l'esprit révolutionnaire prend de l'extension, que les masses, en Angleterre, sont favorables aux Soviets et hostiles à la dictature actuelle de la bourgeoisie.

Malgré cela, Macdonald reste un pacifiste bourgeois, l'homme des compromis, un petit-bourgeois qui rêve d'un gouvernement qui ne serait pas un gouvernement de classe. Macdonald reconnaît la lutte des classes en paroles, pareil en cela aux menteurs, sophistes et pédants bourgeois. Il ne souffle mot de l'expérience en Russie (par Kerensky, les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires), en Hongrie, en Allemagne, etc., des soi-disants gouvernements « démocratiques », en dehors, au-dessus des classes. Macdonald, pour tranquilliser son parti et les ouvriers qui voient en lui un socialiste (au lieu d'un bourgeois), un chef (au lieu d'un pleutre), écrit ce qui suit : « Nous savons que la crise révolutionnaire, la fermentation révolutionnaire disparaîtront et que tout rentrera dans l'ordre. » La guerre devait provoquer une crise. Mais, la crise passée, tout « rentrera dans l'ordre ».

Voilà ce qu'écrit le leader d'un parti qui désire s'affilier à la 3^e Internationale. C'est l'aveu sans artifice et d'autant plus précieux d'un état d'esprit que nous rencontrons également dans les couches supérieures du Parti socialiste français et chez les indépendants allemands. L'intelligence, autant que la volonté leur manquent pour transformer la crise dans le sens révolutionnaire. Il leur manque, en d'autres termes, l'intelligence et la volonté de faire œuvre révolutionnaire dans leur parti et de préparer la classe ouvrière à l'exercice de la dictature.

C'est l'erreur principale des nombreux partis qui sont sortis de la 2^e Internationale. C'est dans ce but que je me suis plus particulièrement attaché, dans les thèses présentées au Congrès, à formuler le plus concrètement et le plus précisément possible l'œuvre de préparation en vue de la Dictature du Proletariat.

Encore un exemple. Récemment, parut un livre contre le bolchevisme. Nombreux sont les livres de ce genre qui paraissent actuellement en Europe et en Amérique : plus il en paraît, plus s'avèrent vives les sympathies des masses pour le bolchevisme. Il s'agit du livre d'O. Bauer *Bolchevismus oder Sozialdemokratie* (Bolchevisme ou Social démocratie). On y explique, aux Allemands, ce que sont les menchéviks, — ceux dont le rôle scandaleux dans la révolution apparaît désormais clairement aux yeux de tous les prolétaires. Bauer n'exprime point ouvertement ses sympathies pour le menchévisme, mais son livre n'est autre chose qu'un pamphlet essentiellement menchéviste. Il faut que l'Europe connaisse le menchévisme c'est en effet le nom générique des tendances socialistes social-démocratiques et autres, adversaires du Bolchevisme. Il serait fastidieux d'expliquer à l'Europe ce qu'est le menchévisme. O. Bauer le montre clairement, et nous ne pouvons que remercier anticipativement les éditeurs bourgeois et communistes qui traduiront et répandront ce livre. C'est un complément utile et original des livres d'éducation communiste. Qu'on recueille, dans ce livre, n'importe quels arguments ; que l'on prouve pourquoi ils sont menchévistes ; qu'on y découvre les origines des conceptions qui, dans la pratique ont conduit les Kérensky, les Scheidemann à trahir le socialisme : ce sera le meilleur des examens pour se rendre compte si le communisme a pris racine en quelqu'un. Celui qui sera inca-

pable de résoudre cette question n'est pas encore communiste : il vaut mieux qu'il reste en dehors du Parti.

O Bauer a exprimé en une phrase (qui lui mériterait une statue de son vivant) l'essence même de l'opportunisme mondial, lorsqu'il dit que l'usage de la violence dans la lutte des classes, dans les démocraties modernes, signifierait, en réalité, faire violence aux facteurs de force sociale (*soziale Machtfaktoren*). Vous trouverez cela peut-être remarquable et inintelligible. Cela montre jusqu'où peut aller la diffamation de l'enseignement marxiste, jusqu'à quel point les théories révolutionnaires peuvent être utilisées à défendre les exploités. Il appartient aux petits-bourgeois allemands de faire en sorte que dans leur théorie les facteurs de force sociale — c'est-à-dire le nombre et l'organisation — signifient, au point de vue de la production et de la distribution, l'activité et la capacité organisatrices. Quand le paysan à la campagne, l'ouvrier dans la ville, font violence aux grands propriétaires et aux capitalistes, en période révolutionnaire, cela ne signifie point, selon Bauer, la dictature du prolétariat, la domination sur les exploités et les oppresseurs du peuple. Que non ! C'est faire (simplement) violence aux facteurs de la force sociale...

Mon exemple peut prêter à rire. C'est précisément l'essence de l'opportunisme actuel que, dans sa lutte contre le bolchevisme, il dégénère en farce. Il faut faire connaître à la classe ouvrière, aux parties pensantes de la classe prolétarienne, cette lutte du menchévisme international (des Macdonald, Bauer et Cie) contre le Bolchevisme ; c'est la tâche la plus utile et la plus nécessaire en Amérique et en Europe.

Nous avons à nous poser, ici, la question suivante : Comment s'explique la persistance de ce mouvement (menchéviste) en Europe ; pourquoi l'opportunisme résiste-t-il mieux en Europe occidentale qu'en Russie ? Parce que les pays civilisés ont basé et basent encore toute leur vie sur l'exploitation, qui leur permet de vivre aux dépens d'un milliard d'opprimés ; parce que ces profits dépassent les bénéfices que rapporte aux capitalistes, l'exploitation de leurs nationaux prolétaires.

Avant la guerre, on estimait que les capitaux placés à l'étranger rapportaient aux nations les plus riches — la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne — un revenu annuel de 6 à 10 milliards de francs. De cette somme totale, un demi-milliard était gracieusement offert aux leaders ouvriers et à l'aristocratie ouvrière et aidait à la corrompre. Parce qu'il s'agit bien de corruption. Elle prend diverses formes : le développement de l'instruction dans les grands centres, la fondation de centres d'éducation, la création de postes multiples pour les chefs des syndicats et des représentants parlementaires. Cela existe partout où existent des rapports modernes, civilisés et capitalistes. Ces milliards sont la base économique de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier. En Amérique, en Angleterre, en France, les leaders opportunistes et les couches supérieures de la classe ouvrière sont plus persévérants et offrent une plus grande résistance au mouvement communiste que ce ne fût le cas en Russie. Nous devons être préparés à ce que la guérison des partis travaillistes Ouest-Européens et Américains soit moins rapides qu'en Russie. Nous ne doutons pas que, depuis la fondation de la 3^e Internationale, de grands progrès n'aient été réalisés dans la lutte contre l'infirmité opportuniste ; mais le point décisif n'a pas encore été atteint. L'opération de nettoyage de toutes influences bourgeoises et opportunistes dans les partis révolutionnaires du monde, n'est pas

encore achevée. Il s'en faut de beaucoup. Je ne m'étendrai pas ici sur les modalités de réalisation de cette épuration : c'est un point développé dans mes thèses. Il s'agit d'insister sur les bases économiques du phénomène. La maladie est devenue chronique : le traitement demande plus de temps que les optimistes eussent espéré. L'opportunisme qui règne dans les couches intérieures du mouvement ouvrier n'est pas de socialisme prolétarien ; il porte l'empreinte bourgeoise. Il est prouvé que les chefs opportunistes dans le mouvement ouvrier sont de plus sûrs défenseurs de l'ordre bourgeois, que les bourgeois eux-mêmes. Sans eux, la bourgeoisie était perdue. C'est ce que prouve l'histoire du régime Kérénsky en Russie, la république démocratique allemande avec ses gouvernants social-démocrates, c'est ce que prouvent encore les rapports d'Albert Thomas avec son gouvernement. Des expériences analogues, en Angleterre et aux Etats-Unis, le démontrent aussi. C'est l'ennemi principal. Il faut vaincre cet adversaire. Il faut que nous ne quittions ce congrès qu'avec la décision ferme de réaliser cette victoire dans tous les partis.

Comparativement à cette tâche, le redressement des fautes des communistes de gauche apparaît comme facile. Dans de nombreux pays existe un mouvement antiparlementariste, dont les représentants ne sont point des rejets petits-bourgeois, mais forment, en réalité, l'avant-garde du prolétariat. Ils sont conduits à cette opinion par la haine du parlementarisme et par le dégoût que leur inspire la conduite des leaders parlementaires anglais, français et italiens. L'Internationale Communiste doit donner des directions ; elle doit faire connaître aux camarades des autres pays les résultats de l'expérience russe, la signification véritable d'un parti politique prolétaire. C'est en cela que consistera notre besogne. La lutte contre les défauts et les fautes des « radicaux » sera mille fois plus légère que celle qu'il faudra diriger contre les bourgeois réformistes qui appartiennent aux Partis de la 2^e Internationale, et qui donnent à ces Partis une composition et une allure bourgeoise.

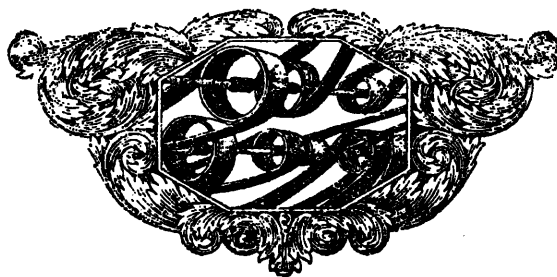
Camarades, pour finir, j'insisterai encore sur un point. Le président a dit que ce congrès mérite le nom de congrès mondial. Je crois que c'est exact, en particulier pour la raison qu'y assistent un certain nombre de représentants du mouvement révolutionnaire des pays coloniaux arriérés. Ce n'est qu'un faible commencement, mais il est essentiel. A ce congrès, se trouvent rassemblés les prolétaires révolutionnaires des pays capitalistes avancés et les représentants des masses révolutionnaires opprimées des pays d'Orient, où n'existe point encore de prolétariat. Il nous appartient — je suis persuadé que nous la réaliserons — de faire entre eux une Union durable. L'impérialisme croulera, le jour où l'assaut révolutionnaire des travailleurs exploités et opprimés dans chaque pays « parvenu », s'alliera à l'assaut révolutionnaire des millions d'hommes qui, jusqu'à ce jour, restent en marge de l'histoire : de simples choses. La guerre impérialiste a favorisé la révolution, la bourgeoisie a retiré des colonies et des pays arriérés des soldats pour participer à la lutte impérialiste. L'Angleterre a persuadé aux soldats hindous que c'était affaire aux paysans de l'Inde à protéger la Grande-Bretagne contre l'Allemagne. La France bourgeoise a cherché à convaincre les noirs qu'ils avaient à défendre la France. Ceci est extrêmement instructif — nous pourrions, à ce sujet, exprimer à la bourgeoisie les remerciements de tous les ouvriers et paysans russes et surtout de l'Armée Rouge. La guerre impérialiste a fait apparaître les peuples opprimés sur la scène du monde. C'est une de nos tâches capitales de nous

appliquer à savoir comment peut être engagée l'organisation du mouvement soviétiste dans les pays non capitalistes. Les Conseils y sont possibles. Ce ne seront pas des conseils ouvriers, mais des conseils de paysans ou encore des conseils de travailleurs en général. Le travail est considérable. Les fautes sont inévitables. Des difficultés énormes devront être vaincues. C'est le devoir primordial du 2^e Congrès d'étudier ou d'indiquer des bases pratiques, de façon que l'œuvre d'éclaircissement, éparse actuellement et inorganisée, parmi des millions d'hommes, puisse s'organiser et s'ordonner.

Un an après le Congrès de l'Internationale Communiste, nous nous dressons vis-à-vis de la 2^e Internationale en vainqueurs. La notion des conseils ne s'est pas seulement répandue parmi les travailleurs des pays civilisés, les ouvriers de tous les pays se moquent des malins, parmi lesquels d'aucuns s'appellent socialistes, qui étudient scientifiquement le « Système » des Conseils comme s'expriment les Allemands, l'« Idée » des Conseils suivant la terminologie de certains socialistes anglais. Ces explications ne servent, en définitive, qu'à égarer les prolétaires. Ils sauront finalement vaincre toutes ces résistances ; ils s'empareront des conseils, qui sont leurs armes. Les travailleurs des pays d'Orient ont, eux aussi, conscience du rôle et de la signification des Conseils.

Le mouvement en faveur des Conseils (Soviets) a commencé dans tout l'Extrême-Orient, dans toute l'Asie, chez tous les peuples coloniaux. Les exploités doivent se dresser contre l'exploiteur et créer des Conseils. Après l'expérience récoltée pendant les deux ans et demi que la République russe des Soviets existe, et à la suite du 1^{er} Congrès de la 3^e Internationale — nombreux sont les exploités de pur le monde qui ont accueilli cette vérité.

En Russie, la lutte contre les impérialistes de l'extérieur, plus puissants que nous, nous oblige parfois à des compromis et à temporiser ; cela n'empêche que nous avons conscience de défendre les intérêts d'une masse de 1,25 milliard d'opprimés. Pour un certain temps encore, des préjugés et l'ignorance nous arrêtent : ils disparaîtront de plus en plus. Mais en outre, notre conscience s'augmente, que nous représentons et que nous défendons réellement 70 % de la population de la terre. Remplis de fierté, nous affirmons : au 1^{er} Congrès nous n'étions que quelques propagandistes ; nous annoncions au Proletariat du monde nos principes directeurs ; nous l'appelions au combat. Nous avons posé la question : quels sont les hommes capables de s'engager dans cette voie ? A l'heure qu'il est, le prolétariat, partout, est en marche. Partout il existe une armée prolétarienne, quoique parfois inorganisée. Si nos camarades internationaux veulent nous aider à organiser une Armée unique, rien ne nous empêchera d'achever notre tâche. Cette tâche c'est la Révolution Mondiale, la fondation de la République Mondiale des Conseils. (*Applaudissements prolongés.*)



Le "Populaire" contre la 3^e Internationale

Nous pouvons rappeler sans orgueil qu'à diverses reprises, nous avons envisagé comme inévitable la glissade de Paul Faure et de Longuet vers le réformisme intégral. Il est des pentes qu'on ne remonte pas. Les exemples de Martov et de Kautsky en sont des témoignages. Les deux rédacteurs du Populaire ont engagé contre l'Internationale Communiste une lutte ouverte qui les conduira loin... Mais n'anticipons pas et épinglons quelques-uns de leurs « arguments », si l'on peut appeler cela ainsi. Voici du Paul Faure :

Il y a des points sur lesquels l'accord me semble impossible, dans les termes où Moscou, paraît-il, les pose.

C'est, par exemple, notre position vis-à-vis de la Confédération Générale du Travail. J'estime que ce serait une grande faute — je parle volontairement un langage mesuré — de faire quoi que ce soit qui pourrait être interprété comme une tentative de division syndicale. Créer des syndicats contre d'autres syndicats serait jeter la classe ouvrière dans d'interminables querelles et vouer le prolétariat français, pour de longues années, à une impuissance radicale, à la grande satisfaction des classes capitalistes.

On voit clairement que l'hostilité de Paul Faure à la 3^e Internationale est une hostilité a priori. Il ne s'est même pas donné la peine de lire les thèses de l'Internationale Communiste sur les syndicats. S'il les avait lues, il saurait que l'I. C. condamne le point de vue scissionniste des « ultra-gauche » et préconise la lutte au sein des organisations syndicales existantes pour y gagner au communisme la majorité des prolétaires. Mais comme il faut à Paul Faure des prétextes pour combattre l'adhésion, il en invente. Il participe à la campagne des syndicalistes de gouvernement tendant à faire croire que les communistes veulent créer de nouveaux syndicats. Cette manœuvre est misérable. Pierre Lémont, dans la Vie Ouvrière, Flory, dans l'Humanité, nous-même, dans le Bulletin Communiste, y avons déjà répondu.

Prévisions de Paul Faure sur le prochain Congrès :

Les emballements de nos extrémistes, les outrances de nos modérés nous conduiront à de grands débats théoriques et après avoir un peu « flotté » peut-être, le Parti reprendra sa route avec plus de précision dans sa pensée, plus de foi dans son âme, plus de vigueur dans ses muscles.

Autrement dit, le « juste milieu » doit triompher. Le salut est dans le Marais. Les événements répondront à ces considérations mérécaugeuses. Pour ce qui est de nos « emballements » qu'il nous suffise de constater que s'il est une fraction politique qui ne s'est jamais « emballée », c'est bien la nôtre.

Exemple typique de la mauvaise foi de Paul Faure :

Il ne s'agit pas de dire : tout ce que font les Russes est bien fait, imitons-les et récitons, matin et soir, des

prières bolchevistes. Peut-être y a-t-il quelques socialistes qui en sont là.

Si l'on demandait à celui qui écrit ces absurdités : « De qui parlez-vous ? Citez des faits, des paroles, des textes ? », il serait fort embarrassé. Il est plus facile de forger des griefs imaginaires.

Une conclusion de Paul Faure :

L'unité ouvrière, l'unité du Parti, tout l'aventur du socialisme sont en jeu. Il ne s'agit pas de gesticuler, de pousser des cris, de prendre des attitudes tapageuses de congrès ou de meeting. La pensée et la conscience vont avoir un petit mot à dire.

Ce sont là de délicates allusions à Cachin et Frossard, qui ont le tort de tenir leurs engagements et de propager dans les réunions les idées communistes. « La pensée et la conscience » sont, dit Paul Faure, incarnées par Paul Faure. Ce n'est pas notre avis. La pensée et la conscience prolétariennes s'expriment dans la doctrine communiste ; quant à la pensée de Paul Faure, elle n'existe pas, ainsi que le prouvent ses articles, et quant à sa conscience, elle est certainement trouble. Comment faut-il juger ce singulier militant qui combat les thèses communistes sur les syndicats sans même les avoir lues, et qui s'abstient d'aller à la C.A.P. le jour où Frossard et Cachin font leur rapport sur leur mission en Russie, afin de pouvoir combattre l'Internationale Communiste en toute méconnaissance de cause ?

Longuet écrit :

Quelque grande que soit notre bonne volonté, quelque vif notre ardent désir d'aider la Révolution russe, et de rejoindre ses militants dans une même organisation mondiale, il faut bien dire que ces 21 conditions procèdent d'une conception de l'action et de l'organisation socialiste, qui est absolument opposée aux résultats de l'expérience de tous les grands Partis socialistes de l'Europe occidentale depuis trente ans.

Elles tendent à nous ramener à l'ancienne phase sectaire, conspirative, clandestine, à une sorte de blanquisme — beaucoup plus fanatique que le blanquisme du « Vieux » — que le socialisme moderne avait depuis longtemps éliminée.

Au lendemain de la prise du pouvoir par les bolcheviks, Longuet flétrissait les communistes russes, dans le Populaire hebdomadaire, et leur imputait des « méthodes mi-blanquistes, mi-bakouninistes », en quoi se manifeste son exceptionnelle incompréhension du marxisme révolutionnaire. Aujourd'hui, il reprend le refrain qu'il avait abandonné pendant deux ans. Félicitons-nous de cet accès de franchise.

Désespéré du mépris que lui témoignent les communistes, Longuet s'administre lui-même à lui-même des éloges immérités :

Et nous osons dire que nul ne peut prétendre dans ce pays avoir fait davantage que notre Populaire, et dans sa modeste sphère son directeur, pour la République socialiste de Russie.

On reste confondu devant tant de modestie.

Le malheur est, pour Longuet, que cette imposture ne trompera personne. La collection du Populaire, pour ceux qui récuseraient notre mémoire, prouverait que Longuet ment. Nous venons de rappeler ses attaques contre les bolcheviks, qu'il accusait d'avoir « fait une révolution contre des socialistes ». Il faut dire aussi qu'il opposa maintes fois son veto à la publication des articles du seul collaborateur du Populaire qui se solidarisa pleinement avec les bolcheviks. Ce collaborateur ne put exprimer son point de vue qu'avec force précautions oratoires, et encore ne tolérât-on l'insertion de ses articles que parce qu'il assumait, pendant quelques semaines, la tâche technique indispensable à la fabrication du journal. A ce moment, Paul Faure ignorait même ce qui différenciait un bolchevik d'un menchevik, et il observait, de Conrart, le silence prudent. Quand le Populaire devint quotidien, l'indésirable bolchevik fut soigneusement évincé. Ce n'est que plus tard, sous l'influence de Kemerer, que le Populaire commença une campagne purement documentaire pour rétablir la vérité sur la révolution bolchevique, sans toutefois se solidariser avec elle. Les articles étaient précédés d'un « chapeau » dégageant la responsabilité du journal. Qui oserait contester l'exactitude de ces faits ? Ce n'est que plus tard, quand les premières lettres de Sadoul arrivèrent, que Longuet et ses collaborateurs s'enhardirent. L'ancien rédacteur, jugé dangereux comme bolchevik, rentra un peu — oh, si peu ! — en grâce, et fut réintégré au journal. Le Populaire dut sa fortune politique à sa défense de la révolution bolchevique. Mais son directeur et ses principaux collaborateurs ne considéraient pas le communisme révolutionnaire comme un article d'importation. Et quand la question de la 3^e Internationale fut posée dans tous les pays, on ne se gêna plus pour dire que les bolcheviks avaient peut-être raison en Russie, mais qu'ils avaient sûrement tort en France. On fit comprendre à Kemerer qu'il n'avait pas à se mêler des affaires du Parti français. Avant de quitter la France, Kemerer nous disait : « C'est fini. Toute collaboration avec les centristes deviendra de plus en plus impossible. Et vous les aurez bientôt comme vos pires ennemis ». Kemerer avait raison. Le dernier numéro-anniversaire de la révolution bolchevique fut le chant du cygne du Populaire pro-bolchevik.

Où sont, dans tout cela, les titres de gloire de Longuet ? Celui-ci n'a cessé d'édulcorer le contenu du journal, de rendre équivoque sa campagne en comblant les mencheviks des mêmes égards qu'il témoignait aux bolcheviks. Les plus déshonorés des mencheviks, comme Tchkeidzé et Tseretelli, valets de l'impérialisme allemand, trouvèrent auprès de Longuet un accueil sympathique et même enthousiaste. Il introduisit dans la rédaction des rédacteurs de journaux bourgeois, absolument fermés au socialisme, et quand Paul Faure, un jour excédé d'une déshonorante tutelle, eut une velléité de démission, Longuet éclata en lamentations, se plaignant de se voir imposer « une

politique qui n'était pas la sienne » (sic). Tel est ce défenseur de la révolution russe, qui se distribue à lui-même des bons points. S'imagine-t-il que le silence dédaigneux observé par ceux qui peuvent le rappeler au respect de la vérité l'autorise à nous en conter ?

Poursuivons notre édifiante lecture du Populaire. Longuet se rend justice, et... se fait justice, en ces termes :

On nous rendra cette justice que nous avons jusqu'au dernier moment évité de prendre parti.

Autrement dit, Longuet se vante de sa lâcheté. En effet, il a attendu que ses collaborateurs combattent ouvertement l'Internationale Communiste avant d'entrer lui-même en lice. Mais, qu'il le veuille ou non, il a pris parti depuis longtemps en défendant une politique semblable à celle de Renaudel.

Confondre les deux questions de la 3^e Internationale et de la Révolution russe, comme le font systématiquement certains camarades, c'est ou se leurrer soi-même, ou leurrer les autres.

Les deux questions ne sont qu'une seule et même question. Elles se confondent elles-mêmes, sans qu'il soit besoin que certains camarades les confondent. La révolution sociale n'est pas russe, elle est internationale, et l'Internationale Communiste, c'est l'armée de la révolution.

Le Trocquer vient à la rescousse :

Je suis inquiet depuis que l'Internationale communiste a déclaré qu'elle « n'accepterait jamais dans ses rangs les plus forts partis de l'Europe occidentale ».

Traduction libre ! L'Internationale Communiste a dit que ces partis, tels qu'ils sont formés à l'heure actuelle, avec leurs dirigeants réformistes, avec leur politique opportuniste, seront repoussés par elle. Mais quand ils seront délivrés de leurs tuteurs petits-bourgeois, quand leur programme sera communiste, quand leur action sera révolutionnaire, elle les accueillera avec joie.

Du même Le Trocquer :

N'a-t-il pas été écrit à Moscou que nous sommes, en France, « des retardataires par comparaison avec les Indépendants allemands » et que « la situation intérieure du Parti français est pire que celle du Parti indépendant allemand ».

Je veux bien que ce jugement soit juste, quoique sévère, mais comment le concilier avec l'affirmation énergique — d'autant plus énergique, qu'elle est faite sans conviction — que les conditions faites aux Allemands sont plus rigoureuses que pour nous, qu'on a pourtant déclarés moins dignes.

Puisque Le Trocquer n'a pas compris cela, nous allons le lui expliquer. La situation intérieure du Parti français est pire que celle du Parti indépendant allemand, parce que celui-ci a rompu avec la clique Scheidemann, tandis que celui-là conserve encore sa clique Scheidemann française, qui s'appelle ici clique Albert Thomas-Renaudel. Quant aux conditions faites aux Allemands, elles ne sont pas plus rigoureuses que celles faites aux Français, à moins que Le Trocquer considère comme une

mesure de rigueur l'exclusion d'un contre-révolutionnaire avéré comme Kautsky ?

Voici Sixte-Quenin, dont l'internationalisme est limité par Arles et Marseille, et qui nous rapporte ses petites histoires d'arrondissement :

Cependant, c'est un fait que des camarades qui, dans nos Congrès, volèrent, dès sa naissance, pour l'adhésion à la 3^e Internationale, se sont associés, parfois dès le premier tour de scrutin, en novembre dernier, à des bourgeois pour obtenir des mandats de conseillers municipaux.

Et à qui la faute, sinon à Sixte-Quenin et à tous les autres Sixte-Quenin du Parti, qui s'enorgueillissent de leur collection de cartes, et qui ont créé ou toléré cette corruption ? A qui la faute, sinon à ceux qui, sous prétexte d'unité, acceptent de cohabiter dans un Parti socialiste avec des ennemis du socialisme ? Quand une majorité communiste dirigera le Parti, vous verrez si elle hésitera à mettre le fer rouge dans les plaies.

Pour finir, du Paul Faure :

Reconstruction impossible, dit Frossard. Je ne dis

pas qu'elle soit facile. Je dis seulement qu'elle s'impose pour des raisons accrues, des motifs renforcés au Parti socialiste français plus encore qu'avant le Congrès de Strasbourg.

Je me permettrai, le cas échéant, d'en poursuivre la démonstration. Je sais, on clabaudera : jeu de la droite, manœuvré par la droite. Misère ! Jeu du socialisme, oui, fidèle au socialisme, oui ; résolu, suivant la forte expression de Jean Longuet à travailler non pour une Internationale de secte, mais pour une Internationale de classe.

Selon ce raisonnement, les organisations ouvrières chrétiennes, jaunes, vertes, etc., devraient être admises dans l'Internationale de classe. Mais si ce n'est pas cela que veut dire Paul Faure, il sera bien obligé d'admettre que l'Internationale est une organisation de partis, ce qu'il appelle des sectes pour employer un terme péjoratif. Une Internationale révolutionnaire ne groupe que les éléments conscients, c'est-à-dire communistes, de la classe exploitée. Une classe n'est jamais absolument homogène : elle a ses inconscients et ses transfuges. Mais nous sommes bien bon de discuter avec un malhonnête homme.

VARINE.

Chronique Internationale

ITALIE

C'est dans la salle des Alfranchis de l'Humanité à Milan que se sont réunis le 10 septembre les représentants des Chambres du travail d'Italie, de la C. G. T. italienne, du Parti Socialiste italien, de la fraction parlementaire, des travailleurs de la terre, etc., etc.

Le secrétaire des métallurgistes Buozzi présente un rapport sur la situation créée par la guerre chez les métallurgistes. Puis il fait l'historique du mouvement, expose en détail les revendications des ouvriers, les discussions que le patronat fit volontairement traîner en longueur, l'obstructionnisme décrié par la Fédération, et il s'étend longuement sur le lock-out qui a obligé les ouvriers à s'emparer des usines. Il demande enfin que la conférence convoquée aujourd'hui vote le principe que les ouvriers n'évacueront pas les usines avant d'avoir obtenu toutes les garanties de la part des patrons.

D'Aragona évoque ensuite la puissance des métallurgistes qui, à eux seuls, peuvent paralyser toute la vie nationale. Il déclare que l'occupation des usines a été faite d'accord avec la direction du Parti. Le Parti et la C. G. T. marchent la main dans la main. Trois solutions se présentaient : *ou restreindre l'agitation aux métallurgistes, ou jeter dans la lutte tout le prolétariat italien pour obtenir le contrôle des usines, ou faire la révolution.*

C'est sur ces trois questions que le Congrès présent aura à prendre position. Le prolétariat italien est prêt, et la C. G. T. italienne se soumettra à la décision prise jusqu'à son exécution intégrale.

La Discussion

La discussion s'engage immédiatement. Rencoroni (Côme) déclare qu'il ne faut pas limiter le mouvement aux métallurgistes, mais l'étendre à tout le prolétariat. Il en résultera ce qui doit fatalement arriver.

Braga (Fédération des chimistes) salue avec enthousiasme les métallurgistes au nom des chimistes et se déclare prêt à collaborer avec eux jusqu'à l'extrême limite.

La discussion se cantonne finalement sur l'élargissement du mouvement ou sur son maintien dans les cadres présents — car de la première solution, l'élargissement, découlerait inévitablement la révolution.

A 22 heures, la séance de nuit s'ouvre, présidée par Colombino. Toutes les Chambres du travail d'Italie donnent leur opinion. Colombino réclame ensuite l'attention du conseil réuni dans une heure aussi grave. Il fait remarquer que la genèse du mouvement se trouve dans une augmentation de salaire et qu'il prend actuellement une tournure politique. Il ne reproche pas cette tournure, bien au contraire. Il sait qu'il y a accord avec le Parti. Mais il ne veut pas, si le mouvement prend une allure franchement politique et qu'il n'est pas couronné par le succès intégral, que les ouvriers soient désillusionnés. Si l'on s'en tient au mouvement actuel, il demande aussi d'envisager une solution qui ne déçoive pas les ouvriers. Il croit qu'il faut maintenir les conseils, coûte que coûte, et s'occuper sérieusement de la gestion des usines par les ouvriers. C'est la seule solution possible.

On réunit et on lit les ordres du jour en présence. D'Aragona lit l'ordre du jour de la C. G. T. italienne.

Il le commente en ces termes : « Aujourd'hui il est nécessaire de donner à la lutte des métallurgistes une autre signification. La question des salaires est dépassée. Nous devons prétendre à la direction des usines, désormais avec ce double but : *préparation des ouvriers à la gestion collective et socialisation.* » Le Conseil de la C. G. T. demande pleins pouvoirs pour l'application à la lettre. Il faudra, ajoute-t-il, étendre ce contrôle, c'est-à-dire ces conseils de fabriques, à toute l'Italie, dans toutes les corporations. « Ce n'est pas à dire, déclare-t-il, que les relations entre le capital et le travail seront modifiées en quelque chose. Non, mais les conseils seront l'arme de combat du prolétariat italien. » Il conclut en disant qu'il croit que l'heure n'est pas encore venue de remettre, comme l'accord avec le Parti le prévoit, toute l'action aux mains du Parti. Tant que le prolétariat lutte pour les conseils, le mouvement appartient à la C. G. T. Lorsqu'il faudra prendre le pouvoir, il sera remis au Parti.

Gennari, au nom de la direction du Parti, donne son opinion. Il rappelle le pacte d'alliance, et après avoir constaté que la situation est inextricable, il déclare que si le Conseil remet au Parti la direction du mouvement, le Parti fera tous ses efforts pour libérer une fois pour toutes le prolétariat du joug capitaliste. Il se soumettra, ainsi que le Parti, à la décision que l'un va prendre.

Schiavello dépose alors un ordre du jour demandant la remise du mouvement au Parti. Modigliani dit qu'il n'y a pas de division entre le Parti et la C. G. T. La situation est si révolutionnaire qu'il faut s'attendre à tout. Puisque l'on confie le mouvement soit au Parti, soit à la C. G. T., il voudrait voir la fusion s'opérer et les comités du Parti et de la C. G. T. travailler ensemble avec les pleins pouvoirs.

Donati dit que Modigliani fait ressortir le point de vue des réformistes, en minorité dans le Parti, que lui tient à appuyer l'ordre du jour Schiavello : tout le mouvement au Parti. Il trouve inutile de discuter ici les questions de tendance, mais il veut que le mouvement affirme son caractère politique : c'est pour cela qu'il faut le remettre au Parti.

D'Aragona, au nom du Conseil, déclare qu'il se trouve d'accord avec Modigliani. Il y a peut-être divergence entre le Comité du Parti et le Conseil de la C. G. T. : mais divergence sur les moyens et non sur les buts. Les buts, ils sont dans l'idéal que représente la 3^e Internationale aux yeux du prolétariat mondial (*Tous les délégués, debout, lui font une immense ovation.*) Si le Conseil réuni aujourd'hui veut remettre la direction du mouvement au Parti, toutes les forces prolétariennes seront mises à la disposition du Parti, et lui sera le premier à collaborer à la révolution.

A la fin il ne reste plus que deux motions en présence : celle de la C. G. T. italienne et celle de Schiavello. Celle de la C. G. T. obtient 591.245 voix, celle de Schiavello (remise du mouvement au Parti) 400.569 voix. Il y a 93.623 abstentions.

La motion de la C. G. T. est approuvée. En voici le texte :

La Motion

Le Conseil national de la C. G. T. italienne, après avoir entendu les rapports du secrétaire général des métallurgistes et du Conseil directeur de la C. G. T.

sur le mouvement pour obtenir des satisfactions raisonnables des capitalistes et suivant l'ordre du jour du Conseil de Milan du 5 septembre dernier :

Reconnaît que la cause du conflit doit être rejetée sur les industriels intransigeants ;

Considère que l'extension et l'importance du mouvement ont annulé le mémoire présenté par les métallurgistes, qu'aucune solution n'est possible sur le terrain des compétitions, et que le moment historique ne consent plus aux rapports actuels entre patrons et ouvriers ;

Approuve les délibérations de Milan et le pacte conclu entre la C. G. T. et le Parti, déclare sa mise en application et confie le mouvement à la collaboration entre la C. G. T. et le Parti socialiste ;

Décide que l'objectif de la lutte soit la reconnaissance par le patronat du système des conseils, entendant par là ouvrir le chemin à de plus amples conquêtes qui conduiront fatalement le prolétariat à la gestion collective et à la socialisation, pour résoudre ainsi, organiquement, le problème de la production. Le contrôle syndical, par l'intermédiaire des conseils, donnera à la classe laborieuse la possibilité de se préparer techniquement et de pouvoir combattre (avec l'union des forces techniques et intellectuelles qui ne peuvent pas refuser leur concours à l'œuvre collective) avec une force nouvelle et une autorité grandissante l'égoïsme patronal ;

Invite les métallurgistes à résister de toutes leurs forces pour garder les positions conquises ; réclame des organisations tout le respect des dispositions émanant de la C. G. T. et invite la direction du Parti à se saisir du débat pour arriver à une solution définitive du conflit, c'est-à-dire pour obtenir la reconnaissance officielle des conseils, et pour que l'industrie métallurgique passe à la gestion directe des ouvriers dans l'intérêt de la collectivité ;

Enfin, pour que le sacrifice de ceux qui combattent l'âpre lutte ne soit pas vain, et pour faire face aux difficultés financières qui pourraient survenir si la lutte se prolongeait, le Conseil national décide que chaque organisation doit concourir à aider les métallurgistes dans les proportions qui seront établies par le comité directeur de la C. G. T. ;

Et donne mandat au comité de la C. G. T. de prendre les décisions que la situation réclame et reconnaîtra comme traîtres toutes les organisations qui n'observeraient pas la plus stricte discipline.

Le Parti déclare alors qu'il observera strictement le pacte d'alliance et remercie le Conseil national de l'appeler à collaborer avec la C. G. T.

D'Aragona remercie le Parti et déclare que, aujourd'hui comme demain, la C. G. T. se fera un devoir de mettre toutes ses forces à la disposition du Parti. Il espère que bientôt le Parti seul pourra mener la lutte suprême.

Colombino, au nom des métallurgistes, salue le prolétariat italien et le Parti et remercie ceux qui ont su créer le front unique de la Révolution.

Le Congrès entier chante l'« Internationale ».

Le groupe parlementaire a demandé la convocation de la Chambre pour la reconnaissance des conseils d'usines et pour la socialisation immédiate.

La Jeunesse Communiste en Russie

Ce n'est qu'après la révolution de février qu'a commencé dans de vastes proportions un mouvement de masses au sein de la jeunesse ouvrière de Russie.

Sans doute, avant la révolution, à l'époque du travail illégal des partis socialistes en Russie, il existait des cercles groupant la jeunesse révolutionnaire, se donnant pour but le *self-development* et la propagande de l'idée du socialisme au sein des masses des travailleurs. Mais ces cercles, d'abord ne groupaient presque exclusivement que la jeunesse des écoles et, en second lieu, par suite des conditions de l'époque tsariste, ne pouvaient pas prendre le caractère d'un véritable mouvement des masses.

En mars-avril 1917, la jeunesse des fabriques et des usines de Petrograd commence à s'organiser. Pratiquement les choses se passaient de la façon suivante : il était convoqué une assemblée générale de la jeunesse ouvrière de l'usine et cette assemblée élisait un organe directeur. Quelles circonstances déterminèrent la formation de pareils organes ? D'une part, l'exemple des ouvriers adultes qui, après la révolution, s'adonnèrent énergiquement à la constitution de différentes organisations prolétariennes (partis, groupements, clubs, coopératives, etc...) et d'autre part les conditions insupportables, infiniment pénibles de travail pour la jeunesse dans les usines et fabriques alors militarisées. Les représentants des groupements de la jeunesse entrèrent dans les Comités d'usine et de fabrique où ils défendirent les intérêts des mineurs. Dès son début, le mouvement revêtit un caractère de masses. En mai, il fut fait une tentative pour unir tous ces groupements de la jeunesse ouvrière de Petrograd en une organisation unique, mais, grâce à des influences extérieures pernicieuses, il fut créé une organisation sans cohésion, apolitique « en marge des classes » ; cette organisation de la jeunesse fut appelée « travail et lumière » ; dirigée par un des représentants du libéralisme intellectuel petit-bourgeois, elle tenta de conduire le mouvement de la jeunesse. Bien entendu elle n'y réussit pas et son existence ne dura pas plus de 2 à 3 mois. Elle s'effondra sous la poussée de la jeunesse ouvrière de tendances radicales (bolchevistes) qui fonda en juin son « Union socialiste de la jeunesse ouvrière » laquelle se proposa pour but le développement de la conscience de classe de la jeunesse ouvrière et la « propagande au sein de cette dernière de l'idée du socialisme révolutionnaire ». Au mois d'août 1917, à la première conférence pour toute la ville de la jeunesse ouvrière, cette union fut reconnue comme la seule organisa-

tion non falsifiée de la jeunesse ouvrière de Petrograd.

L'été 1917 vit naître une organisation de la jeunesse à Moscou. Son caractère fut quelque peu différent de celui revêtu par l'organisation de Petrograd. Elle se constitua près le Comité de Moscou du parti social-démocrate russe (bolchevik) et au début elle eut un caractère étroit, presque de parti. On n'y nota point de caractère de masses ; sans doute, après la résolution du 6^e congrès du parti des bolcheviks en août 1917, sur le mouvement de la jeunesse, résolution dans laquelle était reconnue la nécessité de constituer des organisations autonomes de masses de la jeunesse ouvrière qui ne fussent liées que moralement au parti et ne fussent soumises à l'influence de ce dernier que dans le domaine des idées, l'organisation moscovite de la jeunesse fut réorganisée et d'union de la jeunesse près le Comité de Moscou du parti social-démocrate russe, devint la « Jeunesse ouvrière de la III^e Internationale », édiflée sur la base des principes de l'Union de Petrograd et travaillant d'après ces principes. Nous nous sommes arrêtés en détail sur l'histoire de la formation des organisations de Petrograd et de Moscou, vu que les organisations provinciales se constituèrent sur le type de ces deux organisations qui jouèrent le rôle de centres. Dans certaines localités, les unions, comme à Petrograd, se constituaient d'instinct, provoquées par l'aspiration à l'organisation de la masse de la jeunesse ouvrière ; dans d'autres, comme à Moscou, elles étaient formées auprès des Comités du parti et travaillaient au début presque dans le cadre étroit du parti.

La lutte de classe aiguë qui s'était déchaînée en Russie et le cours vertigineux de la révolution qui, de démocratique bourgeoise était devenue prolétarienne, s'emparèrent de la partie consciente de la jeunesse ouvrière, entravant le développement méthodique, organisé du mouvement de la jeunesse. Des organisations de la jeunesse ouvrière se constituaient dans différentes villes de Russie, travaillaient d'une manière autonome, n'ayant pour ainsi dire presque aucun lien entre elles. Seuls, Petrograd et Moscou jouaient, comme nous l'avons déjà indiqué, dans une certaine mesure, le rôle de centres. Au point de vue politique, le mouvement de la jeunesse ouvrière en Russie prit dès le début le mot d'ordre du bolchevisme. C'est d'ailleurs parfaitement compréhensible. La tactique émaciée, pusillanime, de compromis de la droite et du centre ne pouvait pas correspondre à l'état d'âme de la jeunesse ouvrière. Révolutionnaire par son essence même, vivante, prête au

combat, la jeunesse ouvrière tout naturellement devait adopter sans la moindre difficulté la tactique de classe purement révolutionnaire des bolcheviks. La persécution de la bourgeoisie et ses attaques contre le véritable parti ouvrier rendirent ce dernier encore plus cher à la jeunesse ouvrière. En août 1917, au moment où la campagne de calomnies contre les bolcheviks de la part de la bourgeoisie et des social-opportunistes battait son plein, au moment où régnait la clique des démocrates socialistes-bourgeois et où, semblait-il, le parti ouvrier révolutionnaire était abattu, la jeunesse ouvrière de Petrograd, à sa première conférence pour toute la ville, envoyait son salut ardent aux chefs du parti traqués et obligés de se cacher, aux camarades Lénine, Zinoviev, Trotsky et Lounatcharsky ; elle envoyait en même temps sa malédiction aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires traités à la révolution. A Moscou, comme nous l'avons déjà indiqué, l'organisation de la jeunesse avait été constituée immédiatement auprès du comité de Moscou du parti des bolcheviks et elle avait pris une part active au travail du parti. Il en avait été de même aussi en province. Partout la jeunesse ouvrière marchait avec le parti révolutionnaire du prolétariat, avec les bolcheviks.

La majorité des organisations de la jeunesse ouvrière en Russie travaillaient d'une façon absolument indépendante. Cet état de choses avait ses bons et ses mauvais côtés : ses bons côtés, parce que la jeunesse s'apprenait ainsi à témoigner d'une activité spontanée ; ses mauvais côtés parce que dans son travail, elle ne recevait pour ainsi dire de nulle part aide ni soutien, ce qui, bien entendu, se faisait sentir sur tout le mouvement. Le Parti était tout entier absorbé par la lutte politique et le travail d'organisation générale et malgré la résolution ci-dessus mentionnée du 6^e congrès, ne donna aucun appui effectif au mouvement.

Après la révolution d'octobre, le mouvement de la jeunesse augmenta encore d'intensité. Au commencement de janvier 1918, la seule organisation de Pétersbourg comptait environ 16.000 jeunes ouvriers ; elle avait ses clubs, ses rayons, ses centres de fabrique et d'usine. La jeunesse paysanne commença aussi à prendre part au mouvement. Dans les villages, commencèrent à se constituer des unions socialistes de la jeunesse paysanne qui se proposaient principalement des buts d'éducation et culturels. On commença alors à convoquer des congrès et des conférences de gouvernement de la jeunesse, et à ces assemblées les organisations, urbaines aussi bien que rurales, se groupèrent entre elles, constituant une union unique.

Dans l'Oural et à Petrograd, on note même des groupements régionaux englobant plusieurs gouvernements.

Plus le mouvement prenait d'ampleur, plus se faisait sentir la nécessité de l'union. Celle-ci était rendue difficile par les conditions générales pénibles de la vie dans la première République soviétiste qui existait au monde.

Enfin en octobre 1918, c'est-à-dire plus d'une année et demie après le commencement du mouvement, on réussit à convoquer à Moscou le premier congrès pan-russe des organisations de la jeunesse ouvrière et paysanne. Le congrès fut convoqué par les organisations de Moscou et de Petrograd. Il dura du 29 octobre au 4 novembre 1918. Environ 200 délégués représentant 21.000 membres de différentes organisations y prirent part. Le résultat le plus important du congrès fut la création d'une Union communiste russe unique de la jeunesse et d'un centre pour toute la Russie.

Après le Congrès, le mouvement s'accrut encore davantage. Le Parti commença à lui accorder une attention sérieuse. Beaucoup de Congrès de gouvernement et de district du Parti adoptèrent des résolutions tendant à soutenir l'Union. Enfin le 8^e congrès du Parti, en mars 1918, reconnut pour exceptionnellement important le travail au sein de la jeunesse, proclama utile et nécessaire l'existence de l'Union communiste russe de la jeunesse et décida de lui accorder toute espèce d'appui.

A l'heure actuelle, l'Union compte environ 1.500 organisations représentant au total 80.90.000 membres (1). Les plus importantes organisations du gouvernement sont celles de Moscou, Vladimir et Viatka. La première englobe en effet 200 groupements, la deuxième 163 et la troisième, 120. Des organisations urbaines, c'est celle de Petrograd qui est la mieux construite. Elle compte actuellement environ 6.000 membres, 14 rayons avec leurs clubs, leurs locaux à eux, etc...

Vingt et un gouvernements ont des comités de gouvernement élus aux congrès du gouvernement et qui dirigent le travail local. Dans 12 gouvernements, le travail est dirigé par des bureaux spéciaux constitués au sein des organisations de gouvernement et urbaines. Il y a aussi beaucoup d'unions de district.

Le mouvement de la jeunesse se développe actuellement très vigoureusement dans les régions affranchies de l'Oural et de la Sibérie ; nous ne possédons pas encore de données précises sur le nombre des organisations qui existent dans ces contrées à l'heure actuelle. Il y a également des unions de la jeunesse dans les républiques soviétistes des anciennes régions frontalières de la Russie. Il y a des unions en Ukraine, en Livonie, en Lithuanie, en Russie blanche. Toutes ces républiques ont eu leurs congrès qui ont réalisé l'union de leurs organisations de la jeunesse. L'union communiste de la jeunesse ouvrière d'Ukraine, qui a été constituée au congrès de Kiev à la fin de juin 1919 (vieux style), comptait plus de 10.000 membres. Pendant les invasions, toutes ces unions se livrent à un travail illégal de propagande de l'idée du communisme. L'union ukrainienne a pris, lors de l'occupation, une part active à la propagande parmi les soldats

(1) Cet article ayant été écrit il y a près d'un an, les chiffres donnés sont aujourd'hui inférieurs à la réalité. Des progrès considérables ont été accomplis depuis.

allemands et anglo-français; sous le rapport de l'organisation, toutes ces unions (à l'exception de celle de Livonie) constituent des parties d'un même tout, qui est l'union communiste russe de la jeunesse; leurs comités centraux apparaissent comme les centres régionaux de l'Union communiste russe de la jeunesse.

Outre l'organe central de l'union *Le jeune Communiste* qui paraît à Moscou, la jeunesse a encore 15 autres revues. La plus ancienne et aussi celle qui paraît le plus régulièrement est l'organe de l'organisation de Petrograd *Le jeune Proletaire*.

Malheureusement, le manque de papier et les mauvaises conditions techniques actuelles empêchent un large développement de la presse de l'union. Dernièrement des « pages de la jeunesse » ont commencé à voir le jour dans les organes du Parti: on compte actuellement dans toute la Russie plus de 30 publications de ce genre. Le comité central en compte trois hebdomadaires: une dans l'organe central du Parti la *Pravda*, une dans l'organe rural du Parti la *Pauvreté* et une dans le bulletin de l'agence télégraphique russe (*Rosta*).

L'Union comprend actuellement les jeunes gens avant de 14 à 23 ans. L'âge qui y domine est celui qui varie de 15 à 20 ans. Dernièrement, l'Union s'est vue renforcée des organisations communistes de la jeunesse scolaire récemment constituées. Le mouvement communiste au sein de la jeunesse scolaire est d'ailleurs très faible et cette jeunesse est relativement mal représentée au sein de l'union. L'énorme majorité des membres de l'Union est constituée par la jeunesse ouvrière et paysanne. Les relations mutuelles avec le Parti se sont maintenant précisées ainsi: l'Union, qui reconnaît le programme et la tactique du Parti, apparaît comme une organisation autonome et travaille sous le contrôle du centre et des comités locaux du Parti. Le centre de l'Union est subordonné au centre du Parti: les organisations locales seulement sont contrôlées par le Parti. Et l'Union et le Parti s'entraident mutuellement dans leur travail. Tous les membres du Parti jusqu'à l'âge de 20 ans, sont obligés d'entrer dans l'Union et d'y travailler. C'est le commissariat du peuple pour l'instruction publique qui soutient financièrement l'Union. Le pouvoir ouvrier et paysan met à la disposition de la jeunesse tout ce qu'il a de meilleur. Les dimensions restreintes de cet article ne nous permettent pas de nous étendre d'une façon détaillée sur le travail de l'Union. Il suffit de dire que des dizaines de milliers de jeunes ouvriers et paysans y ont été éduqués et y ont pris conscience du communisme. Une partie d'entre eux a déjà succombé en combattant pour la république des soviets: une autre partie se trouve actuellement encore sur nos différents fronts; le reste enfin travaille dans les organisations soviétistes et du Parti.

Tous les événements de la vie révolutionnaire ont une répercussion rapide et organisée sur l'Union qui fournit sans cesse de nou-

veaux cadres de jeunes combattants pour le communisme.

Dès le début de son apparition, le mouvement de la jeunesse en Russie s'est considéré comme une partie du tout représenté par le mouvement international de la jeunesse ouvrière. La première conférence de la jeunesse ouvrière de Pétrograd en août 1917 a proclamé l'entrée de l'Union dans l'Internationale de la jeunesse. L'organisation de Moscou, en octobre 1919, a répondu immédiatement à l'appel, parvenu pourtant tardivement en Russie, du bureau international de la jeunesse et a participé à l'organisation d'une journée de protestation de la jeunesse contre la guerre. Une démonstration qui groupa plusieurs milliers de manifestants, fut organisée, ainsi qu'un meeting de la jeunesse ouvrière pour démontrer l'unité de toute la jeunesse ouvrière et la puissance de son mouvement. Malheureusement, nous n'avons pas la possibilité de parler maintenant du travail du Comité Central de l'Union russe dans le domaine du rétablissement des relations internationales et de la création de l'Internationale Communiste et de la Jeunesse.

Le deuxième congrès panrusse de l'Union aura à résoudre une série de questions de principe, concernant non seulement l'Union mais encore toute la jeunesse des travailleurs. Le congrès mettra en relief les résultats du travail accompli par l'Union pendant l'année, fera le bilan de la situation actuelle et indiquera la voie ultérieure à suivre. Nous espérons qu'après le deuxième congrès, l'Union deviendra encore plus forte et plus puissante et sera vraiment un des détachements d'avant-garde de l'Internationale communiste de la jeunesse qui est actuellement en voie de formation.

RYVKINE (O. Skar).

NOTRE SOUSCRIPTION

25^e LISTE

E.D., Madrid 50 francs. — Doctoresse Pelletier, 1 franc. — Liste n° 161, 41 fr. 15. — Liste n° 153, 61 fr. 40. — Durand (Sennones), 2 fr. 10. — Nello, 2 francs. — Octave J., 1 fr. 50. — Un bolchevik, 2 fr. 50. — Listes n° 185 et 186, 120 francs. — Glineur, 10 francs. — Liste n° 211, 14 francs. — Vivent les Camarades italiens, un de leurs compatriotes, 2 francs. — Zimmermann (Basse-Gutz), 5 francs. — Liste n° 301, 31 fr., 20. — Un Communiste de Bergerac, 2 francs. — Trobat (Juvisy), 8 francs. — Barleux, 6 francs. — Liste n° 193, 5 fr. 10. — Liste n° 80, 31 fr. 35. — G. H. Nège, 25 francs. — Henry (Ivelles), 5^e versement, 10 francs. — Perin, 20 francs. — Listes n° 212 et 213, 29 francs. — Liste n° 289, 14 fr. 75. — Un lecteur du *Bulletin*, 1 franc. — Georges Michaud, 10 francs. — Liste de souscription n° 257, versée par André B., 19 fr.

Total de la 25^e liste.....Fr. 524 95
Total des listes précédentes..... 6.282 35

Total général..... 6.807 30



LITTÉRATURE ==
== COMMUNISTE

EN VENTE

dans toutes les Librairies
socialistes et communistes

BOUKHARINE. — <i>Le Programme des Communistes</i>	1 25
ANTONIO COEN. — <i>La Vérité sur l'Affaire Sadoul</i>	0 50
A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution (préface de Boris Souvarine)</i>	0 50
KERTJENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i>	3 "
ALEXANDRA KOLLONTAL. — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i>	0 40
LENINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i> ..	0 25
LENINE. — <i>Les Problèmes du Pouvoir des Soviets</i>	0 50
A. RANSOME. — <i>Six semaines en Russie</i>	3 50
S.-J. RUTGERS. — <i>En Russie Soviétiste</i>	0 75
JACQUES SADOUL. — <i>Vive la République des Soviets</i>	0 40
JACQUES SADOUL. — <i>Notes sur la Révolution bolchevique</i>	7 50
BORIS SOUVARINE. — <i>La Troisième Internationale</i>	0 50
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i> ..	0 50
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i>	0 40
TROTSKY. — <i>L'Avènement du Bolchevisme</i> ..	4 "
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i>	0 75
*** <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i>	0 60
*** <i>Constitution de la République des Soviets</i>	0 30
*** <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i>	0 50
*** <i>Hommage à la République des Soviets, par H. Barbusse, etc</i>	1 25

N'ATTENDEZ PAS...

...Un jour de plus pour vous abonner au *BULLETIN COMMUNISTE*, dont la collection forme un recueil unique d'articles et de documents sur le mouvement prolétarien international.

Tout militant sérieux doit lire et étudier les études serrées et approfondies des grands leaders de la révolution russe, artisans de la société communiste, publiées dans le *BULLETIN COMMUNISTE*.

Tout lecteur, tout abonné du *BULLETIN COMMUNISTE* doit avoir à cœur de nous trouver un nouveau lecteur, un nouvel abonné.

A NOS LECTEURS

Nous informons nos camarades que les numéros 1, 10, 11, 13, 22, 23, 24, 26-27 et 30-31 du *Bulletin Communiste* sont entièrement épuisés.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAISSANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

FRANCE

50 numéros.....	25 francs
20 numéros.....	10 francs
10 numéros.....	5 francs

ETRANGER

50 numéros.....	30 francs
20 numéros.....	12 francs
10 numéros.....	6 francs

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à

René REYNAUD

123, rue Montmartre — PARIS

L'Avant-Garde

OUVRIÈRE & COMMUNISTE

Organe officiel du Comité de l'Internationale
Communiste des Jeunes

Bi-mensuel : 4 pages, 20 centimes

A. Glebov

Les Syndicats Russes et la Révolution.

(Préface de Boris Souvarine)

Une brochure d'un intérêt capital, au moment où les syndicats discutent de l'adhésion à l'Internationale syndicale rouge. Prix : 0 50
Le cent 37 50



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Le Gérant : R. APERCE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
Georges Dangon, imprimeur
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)